



Centre de recherche sur les innovations sociales

L'innovation sociale au cœur de l'analyse de la transformation sociale. La programmation scientifique du CRISES 2014-2020

Juan-Luis Klein

CRISES, UQAM

Décembre 2017

Les Cahiers du CRISES

Collection Études théoriques et méthodologiques

ET1703

Le contenu de ce Cahier de recherche n'engage que son/ses auteur(s).

Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
Collection Études théoriques et méthodologiques - no ET1703
**«L'innovation sociale au cœur de l'analyse de la transformation sociale. La programmation scientifique
du CRISES 2014-2020»**
Juan-Luis Klein, UQAM, CRISES

ISBN : 978-2-89605-404-6

Dépôt légal : 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives nationales du Canada



Centre de recherche sur les innovations sociales

PRÉSENTATION DU CRISES

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est un centre institutionnel de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) rattaché à la Faculté des sciences humaines (FSH) et à l'École des sciences de la gestion (ESG). Organisation interuniversitaire et pluridisciplinaire, elle regroupe plus d'une quarantaine de chercheurs réguliers et de nombreux collaborateurs qui étudient et analysent principalement « **les innovations et les transformations sociales** ».

Une innovation sociale (IS) est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de quatre axes complémentaires voués à l'analyse d'autant de dimensions de l'innovation sociale et de son inscription dans des processus de transformation sociale :

Axe 1 : Innovations sociales et transformations dans les politiques et les pratiques sociales

Cet axe regroupe des projets qui se structurent autour de **la construction et l'application des politiques publiques et du rôle qu'y jouent les demandes sociales**. Les travaux des membres de cet axe se déclinent en 5 thèmes :

- L'IS à travers l'évolution historique des régulations sociales
- Les nouvelles pratiques démocratiques et sociales
- Le transfert des pratiques sociales et la construction des politiques publiques
- Les IS et la transformation sociale dans la santé et la communauté
- L'IS dans le logement social.

Axe 2 : Innovations sociales et transformations dans le territoire et les collectivités locales

Les projets qui se regroupent dans cet axe analysent les **innovations sociales dans la perspective du rapport des collectivités au territoire**, ce qui les amène à privilégier l'intersectorialité et à examiner l'effet des diverses formes de proximité (physique et relationnelle) sur la structuration et les nouvelles dynamiques des collectivités territoriales. Les travaux des membres de cet axe se déclinent en 5 thèmes :

- Les actions innovatrices de revitalisation des communautés
- L'IS en milieux ruraux et forestiers
- L'action communautaire contre la pauvreté et l'exclusion
- Les modalités innovatrices de gouvernance territoriale
- Les nouvelles aspirations et la mouvance identitaire.



Centre de recherche sur les innovations sociales

Axe 3 : Innovations sociales et transformations dans les entreprises collectives

Regroupés autour de l'objet de **l'entreprise collective et de ses relations avec la sphère de l'économie dominante**, cet axe regroupe des projets qui analysent des innovations sociales qui se déploient autour des entreprises d'économie sociale, des sociétés d'État et des nouvelles formes hybrides d'entreprises. Les travaux de cet axe se déclinent en 5 thèmes :

- Les modèles de gouvernance et de gestion des entreprises sociales et collectives
- Le financement solidaire et l'accompagnement de l'entrepreneuriat collectif
- L'évaluation de l'économie sociale
- L'économie sociale et la transformation sociale
- Les modèles hybrides : partenariats publics-privés-économie sociale.

Axe 4 : Innovations sociales et transformations dans le travail et l'emploi

Les membres de cet axe abordent **l'IS en lien avec l'évolution des politiques d'emploi et les conditions de réalisation du travail**. Ils analysent la qualité de l'emploi et du travail dans une perspective sociétale d'intégration socioprofessionnelle. 5 thèmes de recherche seront privilégiés :

- L'IS dans les relations industrielles et la gestion des ressources humaines
- Les stratégies émergentes dans l'action syndicale et pour l'amélioration des conditions de travail
- Les mutations du marché du travail, les nouveaux statuts d'emploi et le précaire
- Les nouvelles stratégies d'insertion et d'intégration en emploi
- La gestion des âges et des temps sociaux.

Retrouvez le descriptif complet des axes de recherche du CRISES sur :

<http://crises.uqam.ca/recherche/axes-de-recherche.html>

LES ACTIVITÉS DU CRISES

Notre Centre de recherche est d'abord un regroupement de chercheurs qui profite du partage d'un objet de recherche commun pour stimuler l'étude de l'innovation sociale. En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires postdoctoraux et la formation des étudiants, le CRISES organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Le Centre dirige également plusieurs collections de Cahiers de recherche qui permettent de rendre compte des plus récents travaux des membres (<http://crises.uqam.ca/publications/cahiers.html>).

Juan-Luis Klein
Directeur

NOTES SUR L'AUTEUR

Juan-Luis KLEIN est professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), membre régulier et directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Ses enseignements portent sur l'innovation sociale, la mondialisation, le développement territorial et l'épistémologie. Ses projets de recherche portent sur les initiatives locales de développement et de lutte à la pauvreté et à l'exclusion, la cohésion socioterritoriale et la gouvernance locale. Il est auteur ou co-auteur d'au-delà d'une centaine de livres, de chapitres de livres et d'articles dans des revues scientifiques. Il est aussi responsable de la collection *Géographie contemporaine* des Presses de l'Université du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ / ABSTRACT	IX
PRÉSENTATION DU DOCUMENT PAR LE DIRECTEUR	11
INTRODUCTION	13
1. L'AVANCEMENT DES CONNAISSANCES ET L'ÉVOLUTION DE LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE	15
2. LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE 2014-2020 DU CRISES	19
2.1 <i>L'innovation sociale au cœur de l'analyse de la transformation sociale</i>	20
2.2 <i>Les dimensions institutionnelles et organisationnelles de l'innovation sociale</i>	22
2.3 <i>L'ancrage méthodologique du CRISES : co-construction des connaissances et méta-analyse</i>	23
2.4 <i>Une programmation scientifique qui se déploie en quatre axes</i>	25
CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE	31

RÉSUMÉ

Le noyau de la programmation scientifique du Centre pour la période 2014-2020 se situe autour de l'analyse de la relation entre l'innovation sociale (IS) et la transformation sociale. La spécificité de cette approche réside dans le fait qu'elle n'est pas normative. Elle vise une contribution scientifique en dialogue avec les travaux scientifiques de diverses disciplines portant sur les innovations en vue d'apporter de nouvelles connaissances, ainsi qu'avec des acteurs sociaux porteurs des IS. Notre programmation de recherche se structure autour des quatre axes suivants : les innovations sociales et les transformations dans 1) les politiques et pratiques sociales; 2) le territoire et les collectivités locales; 3) les entreprises collectives et 4) le travail et l'emploi. De plus, des efforts constants seront consacrés afin de faire converger nos analyses et nos connaissances produites au sein des quatre axes dans le domaine des innovations sociales de manière transversale à la fois pour mieux connaître les conditions d'émergence et de création des innovations sociales ainsi que le processus qui conduit à leur pérennité et leur institutionnalisation.

Mots-clés : innovation sociale, transformation, organisation, institution, pratiques sociales, territoire, entreprises collectives, travail.

ABSTRACT

The scientific program of the Center for the year 2014 to 2020 draws on the analysis of the link between SI and social transformation. This approach is not normative. It aims to contribute scientifically by favoring a dialogue between disciplinary based scientific works on innovations to bring new knowledge, as well as between academic researchers and stake holders. Our research programming on Social Innovation is structured around four lines of work: 1) political and social practices, 2) territory and local governments 3) collective enterprises, 4) work and employment. Furthermore, constant efforts are made to amalgamate such sectoral analyzes and knowledge in order to a better understanding of the conditions of emergence and creation of social innovations, and of the process that leads to their sustainability and institutionalization.

Key words: social innovation, transformation, organization, institution, social practice, territory, collective enterprise, work.

PRÉSENTATION DU DOCUMENT PAR LE DIRECTEUR

Dans le texte ci-joint, le lecteur trouvera un extrait de la demande soumise par le CRISES en janvier 2014 auprès du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FRQSC) en vue du renouvellement de sa subvention en tant que « regroupement stratégique ». Les chercheurs du CRISES sont fiers d'avoir réussi à obtenir ce renouvellement jusqu'en 2020 permettant au Centre de continuer sa mission scientifique. Il s'agit en effet d'une importante reconnaissance de notre contribution à l'avancement des connaissances sur l'innovation sociale.

La nouvelle programmation scientifique du CRISES s'inscrit dans un contexte nouveau où, comme résultat de la crise sociale que traverse le capitalisme, l'innovation sociale (IS) est invoquée par diverses instances internationales et nationales comme une source de solutions à divers problèmes sociaux auxquels le cadre institutionnel n'arrive pas à donner une réponse satisfaisante (pauvreté, exclusion, cohésion sociale, services, travail précaire, etc.). Ce contexte soulève de nouvelles questions de recherche et interpelle la transformation sociale. Nos axes de recherche ont ainsi évolué dans cette nouvelle mouture de notre programmation scientifique. En effet, depuis 2014, le Centre s'est structuré en quatre axes voués à l'analyse d'autant de dimensions de l'innovation sociale et de son inscription dans des processus de transformation sociale, soit les Innovations et les transformations sociales dans 1) les politiques et les pratiques sociales, 2) le territoire et les collectivités locales, 3) les entreprises collectives et 4) le travail et l'emploi. De plus, la programmation inclut des activités intégratives inter-axes; des activités mettant en relation les chercheurs et les porteurs de l'IS dans les milieux de pratique afin de formaliser la co-construction du savoir en tant que méthode de production des connaissances; la diffusion des résultats des travaux de recherche dans les milieux scientifiques; la mise en œuvre d'une approche qui voit les effets de l'IS sous différents angles, au-delà des aprioris positifs, et ce en regard de la nature de la transformation sociale qu'elle provoque; l'exploitation d'une base de données relationnelle servant d'outil méthodologique permettant la formulation de nouveaux projets de recherche et des nouvelles analyses de l'effet de l'IS sur la transformation sociale; ainsi que le transfert aux acteurs de l'IS des connaissances produites par les projets de recherche.

Enfin, rappelons que le CRISES comprend quarante-huit chercheurs qui encadrent plus de deux cents cinquante étudiants aux cycles supérieurs. Les membres du CRISES représentent onze disciplines universitaires et ils sont affiliés à dix universités du Québec : UQAM, UQO, Université Laval, Université Concordia, Université de Sherbrooke, Université de Montréal, HEC Montréal, Université TÉLUQ, UQAC et UQAR.

Juan-Luis Klein
Directeur du CRISES
Décembre 2017

INTRODUCTION

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est un « regroupement stratégique » du FQRSC depuis 2002. Il regroupe aujourd'hui 48 chercheurs membres réguliers. Son programme de recherche est dédié à la production de connaissances scientifiques sur les innovations sociales (IS). Les travaux du CRISES s'inspirent de différentes approches théoriques (régulation, mouvements sociaux, structurationnisme) mettant en lumière les innovations organisationnelles (Schumpeter, 1911), institutionnelles et de gouvernance (Enjolras, 2008); les systèmes d'innovation nationaux et régionaux (Lundvall, 1992; Nelson, 1993; Braczyk, Cooke, et Heidenreich, 1998), les régimes d'innovation (Nelson et Winter, 1992); les entrepreneurs sociaux (Caulier-Grice *et al.* 2010) et les entreprises collectives (Defourny et Nyssens, 2013), notamment au sein de l'économie sociale et solidaire (Laville, 2007; Bouchard, 2013).

Les innovations sont qualifiées de sociales en raison de leur finalité (répondre à des aspirations et à des besoins sociaux, culturels, territoriaux), de leurs processus (nouveaux rapports sociaux, nouvelles combinaisons) et de leur portée (avoir trouvé preneur au sein des institutions). **Le CRISES a défini les IS comme des nouveaux arrangements sociaux, organisationnels ou institutionnels ou des nouveaux produits ou services ayant une finalité sociale explicite résultant, de manière volontaire ou non, d'une action initiée par un individu ou un groupe d'individus pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution à un problème ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.**

En 2008, le CRISES se donnait comme principal objectif celui de faire une contribution importante à la théorisation de l'IS. Cet objectif est aujourd'hui largement atteint (Bellemare et Klein, 2011; Harrisson, 2012; Lévesque, 2012; Bouchard, 2013a). Le travail analytique et empirique mené par le CRISES a conduit les chercheurs du Centre à privilégier une approche qui place les IS dans la perspective de la transformation sociale. Pour les chercheurs du CRISES, **l'IS s'inscrit dans des processus au cours desquels les acteurs sociaux interviennent à travers des logiques et des stratégies autour d'enjeux spécifiques, menant à l'adoption de nouveaux arrangements sociaux, organisationnels ou institutionnels, c'est-à-dire à des transformations sociales.** Or, dû aux différences dans les contextes sociaux, organisationnels et institutionnels dans lesquelles s'inscrivent ces processus, ces transformations peuvent être plus ou moins profondes et plus ou moins pérennes et peuvent avoir des conséquences différentes pour les divers acteurs concernés (Klein, Fontan, Harrisson et Lévesque, 2013).

Au niveau international, le CRISES est désormais reconnu comme étant un des leaders mondiaux parmi les centres qui œuvrent dans le domaine de l'IS (Howaldt et Schwarz, 2010; Deloitte, 2010; Richez-Battesti *et al.* 2012; Moulaert *et al.* 2013; Observar28, 2013), notamment parce qu'il voit l'IS à la fois comme source et comme effet de la transformation sociale, et parce que son cadre analytique ne lui attribue pas un sens *a priori* positif. En même temps, au niveau national, il est reconnu comme un acteur important aussi bien dans la production de connaissances sur l'IS (Goldenberg *et al.* 2009; Godin, 2012) que dans leur transfert, ce dont témoigne la subvention obtenue du gouvernement du Québec en octobre 2013 pour la création d'un organisme de liaison et de transfert sur l'IS (OLTIS) dans le cadre de la nouvelle *Politique nationale de la recherche et de l'innovation 2014-2019* adoptée par le gouvernement du Québec. Cet organisme a été créé par le CRISES, le Chantier de l'économie sociale, le Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM et l'institut Karl Polanyi de l'Université Concordia.

1. L'AVANCEMENT DES CONNAISSANCES ET L'ÉVOLUTION DE LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE

La principale contribution scientifique reconnue au CRISES est celle d'avoir concouru à faire de l'IS **un objet d'analyse scientifique** (Lévesque, 2013; Klein, Laville et Moulaert, 2013). Aussi, indépendamment des intentions des acteurs à leur origine, les IS peuvent-elles être analysées en regard des processus qu'elles engendrent à court, moyen et long terme, et des facilités ou difficultés qu'elles peuvent avoir à se pérenniser. Par ailleurs, l'analyse des changements connus par la société québécoise, et leur mise en parallèle avec ceux connus par d'autres collectivités en Amérique du Nord, en Europe et dans des pays émergents, ont permis aux chercheurs du CRISES de dégager l'importance et le potentiel de l'économie sociale et solidaire, définie de façon large (incluant l'action communautaire) en lien avec l'IS (Bouchard, 2013a; Mendell et Nogales, 2012). Sur ce plan, le CRISES rejoint les résultats des recherches les plus avancées sur les IS (Moulaert *et al.* 2013; Moulaert *et al.* 2013; Oosterlynck *et al.* 2013).

Mais c'est grâce à sa dimension expérimentale, rendue possible par ses liens avec les acteurs de l'IS dans le contexte québécois ainsi que par sa posture épistémologique définie en termes de co-construction de la connaissance, que le CRISES peut aller plus loin et voir l'économie sociale et solidaire en tant que **composante d'un système d'IS où sont expérimentées diverses formes de participation, d'organisation, de financement, voire de démocratie**, qui, diffusées et institutionnalisées, constituent des jalons d'un modèle de gouvernance hybride et composite où se combinent les sphères sociale, publique et privée (Bouchard, 2013a, Caillouette *et al.* 2012; Mendell et Alain, 2013). Les principales caractéristiques du système d'IS dégagées par les membres du CRISES en tant qu'éléments généralisables ont été : la gouvernance participative et partagée, en termes de médiation et d'intermédiation entre les acteurs politiques, communautaires et de la sphère privée; la co-construction des politiques publiques, notamment dans les domaines des services sociaux et du développement des territoires, et la mise en œuvre d'une économie plurielle favorisée par l'économie sociale et solidaire et qui met en relation les logiques du marché, de la redistribution et de la solidarité (Jetté et Vaillancourt, 2011; Bouchard, 2013a; Klein, Fontan, Harrisson et Lévesque, 2013).

Les contributions scientifiques du CRISES se déclinent et se précisent dans les domaines étudiés au sein de ses axes. Comme on le verra plus loin, la structuration en axes du CRISES sera modifiée dans la prochaine période, mais jusqu'en 2014, ses membres se sont regroupés en trois axes : 1) l'axe IS dans les Conditions de vie, 2) l'axe IS dans le Développement et le Territoire, et 3) l'axe IS dans le Travail et l'Emploi.

Les projets de recherche réalisés au sujet de **l'IS dans les Conditions de vie** ont étudié la transformation des politiques sociales et les liens entre celle-ci et les transformations du capitalisme

(Leduc Browne, 2011), les formes de mobilisation collective conduisant à l'adoption de mesures innovantes visant à répondre à d'importants problèmes sociaux comme la pauvreté et l'exclusion sociale, les difficiles conditions de logement ou d'alimentation, les pratiques prometteuses au chapitre des soins et du « care » dans une perspective comparative, les liens entre collectivités locales et santé, ainsi que les options face à la marchandisation des services. Ces projets ont permis de mettre à jour l'interaction qui existe entre les expérimentations sociales, d'une part, et l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, d'autre part (Jetté et Vaillancourt, 2011; Patsias *et al.* 2012). L'analyse de ces interactions a mené à l'élaboration de deux concepts en lien avec les politiques publiques, ceux de « co-construction » et de « co-production ». Ces deux concepts permettent de saisir à la fois l'arrimage entre la société civile et l'institution étatique et la différenciation entre les modes de gouvernance (collaborative, dans le cas de la co-construction, ou instrumentale, dans celui de la co-production) qui se déploient dans l'application concrète de cet arrimage. L'approche du lien entre la société civile et l'État en termes de co-construction et de co-production des politiques publiques est l'une des principales contributions du CRISES à la théorisation de l'IS (Vaillancourt, 2013).

Les travaux réalisés au sujet de l'**IS dans le Développement et le Territoire** ont mis en lumière les relations interscalaires entre les dynamiques de mondialisation et les réponses construites par les acteurs locaux en lien avec l'acteur public à travers des initiatives locales et des actions collectives. Il a été montré l'importance de l'arrimage entre les organisations, les initiatives locales et les programmes gouvernementaux (Klein et Champagne, 2011), provoquant, dans certains cas, la transformation de ceux-ci, et ce dans un contexte conflictuel qu'il ne faut pas négliger dans l'analyse de ces transformations (Hernandez, Trudelle et Koci, 2013). Les chercheurs de cet axe ont aussi analysé les changements dans les organisations, la diffusion des IS à travers les organisations et leur pollinisation croisée (Malo, Vézina, et Audebrand, 2012). Une telle approche allie le développement local et le global à travers la connexion à des réseaux d'échelles diverses (locale, régionale, nationale et globale) (Bouchard, 2009; Fontan, 2011; Lavoie, Pozzebbon et Gonzalez, 2011) et la combinaison de stratégies productives et présentes (Doyon *et al.* 2013). Les travaux réalisés dans cet axe ont proposé un modèle d'analyse des initiatives locales de développement qui contribue à mieux comprendre comment les actions collectives ancrées dans la société civile ont un effet structurant sur les plans organisationnel et institutionnel et ont ainsi une incidence sur la transformation sociale en générant un cycle d'innovations et de consolidations sociales qui modifient peu à peu les structures organisationnelles et institutionnelles concernées (Klein, Fontan et Tremblay, 2009; Klein et Champagne 2011; Klein, 2012).

Les travaux au sujet de l'**IS dans le Travail et l'Emploi** ont mis en lumière les innovations sociales au sein des entreprises privées et publiques (Hodgson et Briand, 2013; Briand et Hodgson, 2013; Harrisson, Chaari et Comeau-Vallée, 2012; Bellemare et Briand, 2011; Briand et Bellemare, 2009) et dans leurs interrelations (D'Amours, 2013a; Legault et Bellemare, 2009) ainsi que les

restructurations du marché du travail qui les nourrissent et s'en alimentent (Champagne, Malenfant, Bellemare et Briand, 2013; Malenfant et Bellemare, 2010; D'Amours et Legault, 2013). C'est surtout dans cet axe qu'on a pu montrer que certaines IS s'avèrent négatives pour les travailleurs et mettent le syndicalisme et les autres mouvements sociaux au défi de renouveler leur répertoire d'actions collectives (D'Amours, Bellemare et Briand, 2013; D'Amours, 2013b; Hanin, 2013; Soussi, 2013). Le CRISES a pu ainsi faire une contribution majeure à l'analyse des IS en les révélant sur de nouveaux angles et en montrant qu'elles s'insèrent dans des processus de transformation du capitalisme jalonnés par des conflits et tensions, et que leurs résultats dépendent des rapports de force qui s'installent entre les acteurs en présence. En même temps, ils ont documenté le potentiel transformateur des fonds des travailleurs et des autres instances de financement socialement responsable mis en place pour favoriser la création d'emplois en regard de l'implantation de partenariats plus inclusifs que les partenariats privés-publics prônés par une idéologie basée sur le New Public Management (Lévesque, 2013).

Les travaux réalisés dans les axes et leur interrelation dans diverses activités de nature interaxe (Harrisson, Klein et Leduc Browne, 2009; Bellemare et Klein, 2011) ont façonné **une approche de l'IS qui se distingue des approches essentiellement altruistes et orientées vers l'individu** préconisées par d'autres centres qui travaillent sur le thème de l'IS au niveau international, tels NESTA et la Young Foundation (UK) ou le Center for Social Innovation de la Stanford University (US). Le travail scientifique du CRISES s'inscrit dans une approche qui établit un lien entre l'IS et la transformation sociale à travers diverses formes d'institutionnalisation. De plus, au plan méthodologique, cette approche met en relation les chercheurs du CRISES, à travers leurs équipes (chaires, ARUCs) et projets de recherche, avec des acteurs sociaux protagonistes d'expérimentations porteuses d'IS.

2. LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE 2014-2020 DU CRISES

La nouvelle programmation scientifique du CRISES s'inscrit dans un contexte nouveau où, comme résultat de la crise sociale que traverse le capitalisme, l'IS est largement mise en exergue par diverses instances internationales et nationales comme une source de solutions à divers problèmes sociaux auxquels le cadre institutionnel n'arrive pas à donner une réponse satisfaisante (pauvreté, exclusion, cohésion sociale, services, travail précaire, etc.) (Klein, Laville et Moulaert, 2014). Ce contexte soulève de nouvelles questions de recherche et interpelle la transformation sociale. Le noyau de **la programmation scientifique du Centre pour la période 2014-2020 se situe autour de l'analyse de la relation entre l'IS et la transformation sociale**. La spécificité de cette approche réside dans le fait qu'elle n'est pas normative. Elle vise une contribution scientifique en dialogue avec les travaux scientifiques de diverses disciplines portant sur les innovations en vue d'apporter de nouvelles connaissances, ainsi qu'avec des acteurs sociaux porteurs des IS.

Dans cette perspective, la programmation scientifique se structure autour :

- 1) d'un nombre important de projets de recherche concernant les diverses dimensions de l'interrelation entre l'IS et la transformation sociale déployés à travers 4 axes et 20 thèmes (voir tableau 1);
- 2) de différents types d'activités intégratives inter-axes permettant la mutualisation des avancées concernant la relation entre l'IS et la transformation sociale ainsi que l'analyse des convergences et des différences que présente cette articulation dans des cadres institutionnels et sectoriels spécifiques;
- 3) de la réalisation d'activités mettant en relation les chercheurs et les porteurs de l'IS dans les milieux de pratique afin d'assurer la production de connaissances appropriées autant en ce qui concerne la compréhension de la problématique de l'IS que de sa mise en opération;
- 4) de la formalisation de la co-construction du savoir en tant que méthode de production des connaissances à travers diverses activités de recherche, de formation et de transfert;
- 5) de la diffusion des résultats des travaux à travers des publications et des communications de type scientifique;
- 6) de la mise en œuvre d'une approche qui voit les effets de l'IS sous différents angles, au-delà des aprioris positifs, et ce en regard de la nature de la transformation sociale qu'elle provoque;
- 7) de l'exploitation d'une base de données relationnelle servant d'outil méthodologique permettant la formulation de nouveaux projets de recherche et des nouvelles analyses de l'effet de l'IS sur la transformation sociale;
- 8) du transfert des connaissances produites par les projets de recherche.

2.1 L'innovation sociale au cœur de l'analyse de la transformation sociale

En dépit d'une augmentation importante de la richesse des nations, les innovations et transformations des dernières décennies ne se sont pas toutes faites dans le sens du progrès social, comme le révèlent à la fois la montée des inégalités et le poids de l'empreinte écologique (Lipietz, 2012). La réflexion récente sur l'IS en sciences du social part du fait que les grandes transformations qui ont traversé les sociétés occidentales depuis les dernières décennies du 20^e siècle ont multiplié les problèmes sociaux et ont affaibli les moyens que la société s'était donnée pour les résoudre. La flexibilité et la mobilité qui caractérisent les systèmes productifs et la concurrence exacerbée ont généré l'apparition de nouvelles formes de précarité au plan social et territorial, dont l'intensification est en relation avec des transformations majeures des institutions et des politiques étatiques. Il en découle de nouvelles fractures sociales et environnementales (Swyngedouw, 2009), la fragilisation de la cohésion sociale (Novy, 2013) et l'érosion des droits citoyens (Castel, 2008; Oosterlynck *et al.* 2013)

La crise de 2008 a révélé les aberrations de ce modèle (Klein et Roy, 2013). Définie comme financière au départ, elle se prolonge sur les plans social, politique et géopolitique. Du coup, elle accélère la remise en question des acquis citoyens et, par le fait même, interpelle les mouvements sociaux. Les dérèglements présents, loin de pousser le corps social vers l'apathie, génèrent au contraire chez certains acteurs sociaux une volonté de transformation sociale visant à redéfinir la société sur des bases plus solidaires, plus équitables, voire plus éthiques, communautaires, écologiques et citoyennes. «Tempête de destruction créatrice» (Schumpeter, 1912), la crise du modèle néolibéral, comme toutes les grandes crises sociales, donne à voir ce qui se détruit, mais aussi ce qui se construit par des acteurs sociaux qui cherchent des solutions aux principaux problèmes de leurs collectivités et qui expérimentent de nouvelles façons de répondre aux besoins croissants (Lévesque, 2011; 2012; Harrisson, 2012). Ce sont ces expérimentations qui constituent la source des IS, qui peuvent transformer la société et servir de base à un modèle de développement plus démocratique et participatif (Klein et Harrisson, 2007; Laville, 2008; Moulaert *et al.* 2013), mais qui peuvent tout autant conforter le capitalisme dans son modèle inégalitaire (Fine, 2003; Amin, 2007; Peck, 2013). L'effet de l'IS sur la transformation sociale est imprévisible (Servet, 2010) et n'est donc pas déterministe. Il s'inscrit dans des processus qui comprennent plusieurs facettes, depuis l'« invention sociale » jusqu'à l'institutionnalisation, mais qui se manifestent sous des formes « tourbillonnaires » ou les différents jalons interagissent et s'inter influencent (Callon, 2004).

Précisons-le, poser l'IS au centre de l'analyse de la transformation sociale s'inscrit dans un « changement de paradigme » (Howaldt et Schwarz, 2010) dont on trouve les racines dans les travaux de Chambon, David et Devereux (1982). Selon ces auteurs, l'IS est une réponse à un besoin, un désir, une aspiration, ou, encore, à un problème social. Cette réponse se construit socialement,

comme résultat d'expérimentations dans la société civile (Fontan, Klein et Tremblay, 2008; Van Dyck et Van den Broeck, 2013). Si, pour tous, l'IS correspond à des réponses nouvelles aux besoins sociaux non ou mal résolus par les instances institutionnelles et organisationnelles en vigueur, tous ne s'entendent pas sur l'approche appropriée pour analyser l'effet transformationnel de ces réponses. Plusieurs travaux récents ont proposé des synthèses et typologies de l'IS selon des cadrages disciplinaires différents (Dawson et Daniel, 2010; Howalt et Schwartz, 2010; Richez-Battesti *et al.* 2012; Jessop *et al.* 2013). Tous ces travaux s'entendent en général pour dégager l'existence de deux grandes perspectives dans le domaine de l'IS, une perspective plutôt humanitaire aux teintes individualistes et une perspective axée sur la transformation sociale, davantage sociétale. Ces deux perspectives apparaissent complémentaires, et elles gagneraient sans doute à converger (Cajaiba-Santana, 2013), mais elles renvoient à des types spécifiques d'action dont les effets sociaux peuvent être contrastés.

La perspective humanitaire vise largement l'individu et insiste sur l'action des associations du tiers secteur et sur leur rôle dans la production de services adéquats conjointement avec les citoyens. Dans ce sens, Mulgan (2006) fait référence à de nouvelles idées qui fonctionnent pour répondre à des besoins sociaux, ciblant l'action dans des groupes marginalisés. Il s'en dégage une vision normative, quasi technique, visant l'intervention sociale dans les communautés (Murray *et al.* 2008). Pour cette vision, la société civile et son capital social, à travers le tiers-secteur, ainsi que le grand capital dans une perspective de philanthrocapitalisme, jouent un rôle en tant que gisement de bénévolat, d'entrepreneuriat social et d'initiatives permettant d'améliorer les conditions de vie des plus démunis (Manoury, 2001), ce qui justifie de revendiquer le soutien public pour les initiatives auxquelles ils donnent lieu (Caulier-Grice, Mulgan et Vale 2008).

La perspective « transformationniste », que nous adoptons ici, valorise le capital social, elle aussi, mais dans une perspective différente, où celui-ci devient une source d'action collective qui permet de construire des ponts entre différents réseaux et de bâtir des liens sociétaux. Le concept de capital social s'inscrit alors dans une structure d'interrelations des acteurs sociaux et des citoyens et dans un mouvement social qui s'exprime en termes de « développement solidaire » largement associé au nécessaire ré-encastrement de l'économie dans le social et à l'économie sociale et solidaire (Laville, 2007; Lévesque, 2008; Mendell et Nogales, 2012). Dans cette perspective, l'économie sociale et solidaire pourrait être vue comme une plateforme de lancement d'actions collectives destinées à construire des options face aux pratiques dominantes en mettant l'économie au service des personnes et de la société (Bouchard et Lévesque, 2011; Bouchard, 2013b). Ainsi, la programmation scientifique présentée ici cherche à vérifier jusqu'à quel point l'économie sociale et solidaire agit comme un terreau favorable des IS permettant de résoudre et de prévenir les problèmes sociaux, de modifier les rapports sociaux et de renverser les normes sociales.

2.2 Les dimensions institutionnelles et organisationnelles de l'innovation sociale

L'analyse des IS doit donc tenir compte de l'environnement institutionnel dans lequel elles s'inscrivent. Ce contexte s'impose comme étant un ensemble de variables qui s'imbriquent dans les relations internes et externes des acteurs et agit comme un ensemble de contraintes (le « *path dependency* »), mais peut également favoriser la transformation lorsque les acteurs façonnent des nouvelles normes et règles et mettent en place des nouveaux sentiers institutionnels (le « *path building* ») (Fontan, Klein et Tremblay, 2008).

La principale hypothèse de travail qui oriente cette programmation scientifique veut que les IS s'inscrivent dans des processus de transformation de la société et de l'économie à travers des changements organisationnels et institutionnels. C'est le cas des innovations considérées comme radicales mais également celui des innovations incrémentales qui leur sont liées. Ce processus n'est cependant pas à sens unique dans ses rapports avec les transformations sociales. À partir de l'identification des limites des institutions en place, les acteurs construisent des ouvertures pour expérimenter et mettre de l'avant des nouvelles logiques sociétales. Cependant, le changement d'échelle et l'effet transformateur se font sentir à mesure que d'autres acteurs interviennent, dont les pouvoirs publics. Dans la mesure où les innovations sont diffusées et adoptées, elles évoluent au travers de rapports sociaux conflictuels et de compromis, s'adaptant selon les situations, les besoins et les aspirations. Il en résulte diverses générations d'IS dans le temps et l'espace. Réfléchir sur l'IS dans une perspective transformationniste exige donc qu'on se penche sur l'action collective, sur son rapport à l'État et sur le rapport des acteurs avec les environnements institutionnels auxquels ils se confrontent, mais qu'ils contribuent, en même temps, à construire.

L'environnement institutionnel dans lequel s'inscrit l'IS ne constitue pas une structure homogène, ce qui a des implications importantes pour l'analyse des innovations (Hollingworth, 2000). Aussi, pour bien saisir les rapports de l'IS sur les transformations sociales, faut-il comprendre l'environnement institutionnel comme un ensemble composé de systèmes et de sous-systèmes d'institutions (Mendell, 2006), qui peuvent même s'opposer et qui ont une perméabilité différenciée à l'appropriation des pratiques innovantes. C'est dans ce contexte que les organisations amorcent des expérimentations et explorent des « inventions sociales » qui, en se diffusant, deviennent des IS (Howaldt et Schwarz, 2010) et sont à la base de systèmes d'IS. Les acteurs se confrontent entre eux et aux structures, ce qui produit des conflits et des compromis et les tensions inhérentes au processus d'IS animent les dynamiques au sein des organisations et suscitent à leur tour de nouvelles impulsions de changement.

L'analyse de ces interactions est indispensable pour comprendre la mise en place des nouvelles institutions et des nouveaux modèles organisationnels qui transforment la société. L'institution et l'organisation sont donc les concepts opératoires clés pour comprendre les IS et leurs effets (Bouchard, 2006). L'institution reflète les hiérarchies sociales, les inégalités entre les groupes

sociaux et les rapports entre les pouvoirs publics et les acteurs sociaux. Les organisations concrétisent les règles institutionnelles en mettant en œuvre aussi bien les rationalités et les techniques dominantes, que les valeurs et mythes qui les rendent légitimes. Les organisations sont ainsi modelées par les institutions qui s'incarnent dans un ensemble de structures régulatrices, normatives et cognitives (Harrisson, 2008), tout en ayant des impulsions innovantes qui contribuent à refaçonner les institutions (Hafsi, 1998). Ceci montre le lien dialectique entre les dimensions organisationnelles et institutionnelles au sein des processus de transformation sociale dans lesquels s'inscrit l'IS.

La vision de l'IS à la base de la programmation scientifique que nous présentons ici insiste sur l'émergence des inventions sociales ainsi que sur la diffusion des nouvelles pratiques qui en découlent, des nouvelles façons d'aborder les problèmes ou les aspirations pour lesquels elles constituent une réponse, des nouveaux arrangements sociaux qu'elles mettent en œuvre et des nouvelles conceptualisations et connaissances qu'elles inspirent. Dans cette perspective, l'IS ne porte pas en soi une fonction positive liée au progrès social. L'effet positif ou négatif de l'IS pour une collectivité relève de l'usage qu'en feront les acteurs et de la façon qu'elle sera vécue par les différents groupes de citoyens (Bouchard *et al.* 2013). Une meilleure compréhension scientifique de ce processus peut contribuer à dégager des voies d'action collective concernant ce rapport IS – transformation sociale dans le sens de l'intérêt général (Callon, 2007; Perez, 2009).

2.3 L'ancrage méthodologique du CRISES : co-construction des connaissances et méta-analyse

L'approche mobilisée pour la mise en œuvre de la programmation scientifique du CRISES s'appuie sur **deux principes méthodologiques majeurs** :

Le premier concerne la co-construction de la connaissance. La co-construction de la connaissance fait appel à la nécessaire réflexivité de la recherche sur des problèmes pour lesquels la relation avec les acteurs est essentielle (Jessop *et al.* 2013), mais aussi à l'autonomie et à la critique. Au-delà d'une méthodologie, la co-construction de la connaissance correspond à une vision épistémologique qui coiffe des recherches hypothético déductives ou des recherches inductives classiques en les combinant avec diverses formes de recherche partenariale. À travers des études de cas, cette approche permet de produire des savoirs mobilisables pour l'action et qui tiennent compte des fondements normatifs et idéologiques sur lesquels l'innovation s'est construite. La recherche peut alors aller au-delà du discours tenu par les artisans de l'innovation et soulever les enjeux politiques qui accompagnent l'émergence de toute IS et qui ont une influence déterminante sur sa pérennité et son potentiel de transformation sociale.

Le deuxième concerne la méta-analyse des résultats des recherches réalisées par les études de cas sur diverses facettes de l'IS grâce à une installation majeure de recherche, soit la base de données relationnelle¹ que le CRISES a conceptualisée et implantée et qui pourra être utilisée à partir de 2014. La recherche sur les IS est principalement réalisée par le biais d'études de cas. Ceci s'explique par le caractère unique des innovations, du moins à leur émergence, et par le fait que le concept d'IS demeure encore faiblement codifié. C'est ce constat qui a poussé le CRISES à concevoir et à implanter une base de données relationnelle. L'analyse quantitative d'un grand nombre de cas révélera des aspects inconnus de l'IS, soit des liens entre différentes formes d'IS, les configurations qu'elles prennent sur un territoire donné et leur imbrication à des échelles diverses, ainsi que leur évolution et leur diffusion dans le temps et dans l'espace. La base de données relationnelle du CRISES est donc une infrastructure majeure de recherche qui permettra la recherche systématique et quantitative sur l'IS, par l'intermédiaire d'analyses statistiques multivariées, sur un grand volume d'informations, répondant à un large éventail de problématiques et de questions de recherche.

L'analyse statistique des données va permettre le passage d'une approche micro de l'IS à une approche méso et macro. L'hypothèse est qu'il existe des objets d'étude liés à l'IS qui ne sont pas observables à l'échelle micro. La base de données permettra de réaliser une lecture inédite des IS en termes de mécanismes, de configurations, d'évolution et de modes de diffusion dans le temps, l'espace et les secteurs d'activités. Cette approche permettra d'approfondir des phénomènes jusqu'alors peu étudiés dans le contexte québécois et canadien, notamment l'émergence et la diffusion en grappes d'innovations, leurs processus d'institutionnalisation, voire leur configuration en système d'innovation (Klein, Fontan, Harriison et Lévesque, 2013). Cette grille, une fois appliquée au Québec, pourra être étendue à d'autres territoires, en vue de mener des comparaisons internationales. La base de données permettra de retracer la dynamique d'émergence et de diffusion de ces innovations en grappes, ainsi que leurs effets à l'échelle sociétale. Elle alimentera aussi des nouveaux projets de recherche sur la base de requêtes posées par les chercheurs.

De nouvelles questions de recherche pourront être posées à la base de données et conduire à de nouvelles interprétations, telles, par exemple : dans quelle mesure le cadre institutionnel étatique influence-t-il les moyens – actions collectives ou IS – employés par les organisations afin de répondre aux besoins ou aspirations? Cette question trouvera réponse dans l'analyse, pour un contexte territorial donné des relations entre a) le cadre légal et règlementaire dans lequel s'inscrivent les organisations, b) les politiques publiques et les programmes gouvernementaux qui s'appliquent aux organisations et c) les facteurs d'émergence, notamment les besoins et les aspirations, des actions collectives ou des IS.

¹ Un cahier présentant les travaux qui ont été réalisés afin de conceptualiser et d'implanter la Base de données sur l'innovation sociale (BDIS) a été publié en 2016 : Bouchard, M. et al. (2016). *Base de données sur les études de cas en innovation sociale produites dans le cadre des activités du CRISES. Présentation générale et manuel de codification*, Cahiers du CRISES, Collection Études théoriques ET1602.

2.4 Une programmation scientifique qui se déploie en quatre axes

À partir de 2014, le Centre sera structuré en **quatre axes** voués à l'analyse d'autant de dimensions de l'IS et de son inscription dans des processus de transformation sociale. L'axe Innovations sociales dans les Conditions de vie, dont les objets de recherche ont évolué significativement, sera rebaptisé et redéfini. L'axe Innovations sociales dans le développement et le territoire, dont les objets de recherche se sont progressivement inscrits dans deux grands sillons, à savoir le développement territorial et la gouvernance des organisations, sera scindé afin de donner plus de place à ces deux orientations dans l'analyse de l'IS dans la programmation scientifique. L'axe Innovations sociales dans le travail et l'emploi, demeurera tel quel, mais ses objets seront ajustés en fonction des nouveaux projets et préoccupations de recherche des membres qui s'y rattachent, des nouveaux membres, ainsi que des nouvelles réalités devenues primordiales dans l'évolution de ce champ. Ainsi, la programmation scientifique du CRISES se déclinera à travers quatre axes. **Dans ces axes, on identifie des thèmes de recherche où les membres du CRISES s'investissent de façon spécifique** au rythme de leurs projets de recherche et de leurs financements. Déjà, **on compte 34 projets dont le financement se prolonge au-delà de la date du 1^{er} avril 2014** et qui, donc, s'inscrivent dans la période pour laquelle on demande le renouvellement (Voir section 3 du dossier, « Qualité scientifique : Programmation de recherche », pp : 46-70). Le travail dans les axes se structure de la façon suivante² :

Axe 1 : Innovations sociales et transformations dans les politiques et les pratiques sociales

Cet axe résulte de la redéfinition du programme de travail de l'axe désigné comme *Conditions de vie* dans la configuration actuelle du CRISES. Renouvelé et rebaptisé, cet axe regroupera des projets qui se structureront autour de **la construction et l'application des politiques publiques et du rôle qu'y jouent les demandes sociales**. Les travaux des membres de cet axe se déclineraient en 5 thèmes :

- L'IS à travers l'évolution historique des régulations sociales ;
- Nouvelles pratiques démocratiques et sociales ;
- Transfert des pratiques sociales et construction des politiques publiques ;
- Les IS et la transformation sociale dans la santé et la communauté ;
- L'IS dans le logement social.

² Les sous-thèmes des axes ont été légèrement revus en 2016 lors du bilan de mi-parcours, et ce, en fonction des projets en cours. Le descriptif des axes présentés dans ce document tiennent compte de ces ajustements.

Les activités scientifiques regroupées dans l'axe étudieront les processus, les mécanismes et les leviers de l'innovation à travers l'analyse du transfert des pratiques sociales et politiques mises en œuvre dans la société civile (économie sociale, action communautaire). Ce travail de recherche et de réflexion inclura l'effet des « contre-pouvoir » démocratiques, ainsi que ceux des formes de pensée qui éclairent leur action. Il s'agit ici de s'interroger sur le rôle des mouvements sociaux en tant que lieux d'émergence de nouvelles pratiques démocratiques, de propositions de politiques sociales et publiques, de contestations des formes existantes de gouvernance et de remises en cause des limites normatives à la compétence citoyenne. Les chercheurs dégageront des formes d'action dont la logique profonde est en porte-à-faux par rapport aux pratiques des institutions dominantes, marchandes ou étatiques (par exemple la logique du *care* ou celle du don, la lutte pour la reconnaissance ou le développement de capacités).

Axe 2 : Innovations sociales et transformations dans le territoire et les collectivités locales

Cet axe résulte de la partition de l'axe Développement et territoire. Les projets qui s'y regrouperont analysent les **IS dans la perspective du rapport des collectivités au territoire**, ce qui les amène à privilégier l'intersectorialité et à examiner l'effet des diverses formes de proximité (physique et relationnelle) sur la structuration et les nouvelles dynamiques des collectivités territoriales. Ces dynamiques sont observées à travers des processus jalonnés par des conflits et des compromis, lesquels peuvent être menés de façon inclusive, en mettant en place des modalités de gouvernance territoriale plurielle et solidaire permettant l'amélioration des conditions de vie des collectivités, mais aussi de façon exclusive, lorsque les citoyens et les collectivités locales sont soumis à des dynamiques qui les défavorisent. Les travaux des membres de cet axe se déclineront en 5 thèmes :

- Développement et revitalisation des communautés ;
- IS en milieux ruraux et forestiers ;
- L'action communautaire contre la pauvreté et l'exclusion ;
- Gouvernance, conflictualité et cohésion socio-territoriale ;
- Les nouvelles aspirations et la mouvance identitaire.

Dans l'ensemble, les projets rattachés à cet axe viseront à dégager les nouvelles pratiques sociales, politiques, économiques et culturelles engendrées par les acteurs dans les collectivités locales ainsi que le rôle structurant des initiatives locales qui se confrontent aux effets déstructurants de la globalisation.

Axe 3 : Innovations sociales et transformations par les entreprises collectives

Cet axe résulte aussi de la partition de l'axe Développement et territoire. Regroupés autour de l'objet de **l'entreprise collective et de ses relations avec la sphère de l'économie dominante**,

cet axe regroupera des projets qui analysent des IS qui se déploient autour des entreprises d'économie sociale, des sociétés d'État et des nouvelles formes hybrides d'entreprises. Les travaux de cet axe se déclineront en 5 thèmes :

- Modèles de gouvernance et de gestion des entreprises sociales et collectives ;
- Financement solidaire et accompagnement de l'entrepreneuriat collectif ;
- Évaluation de l'économie sociale ;
- Modèles hybrides : partenariats publics-privés-économie sociale ;
- Économie sociale et transformation sociale.

Ces projets font l'hypothèse que les entreprises collectives jouent souvent un rôle d'aiguillon vis-à-vis de l'économie dominante, en tant que révélateur de ses limites (failles de marché, défaillances publiques, échecs philanthropiques) et précurseur de changement (nouvelles pratiques, nouveaux droits sociaux). Les innovations se traduisent dans des outils et des pratiques de gestion, de gouvernance, de mobilisation des ressources, etc., qui hybrident les logiques du marché, de la redistribution et de la réciprocité. Cet axe s'intéressera aux innovations dans les processus de gestion, notamment au rôle des objets et de la matérialité, aux modalités de financement et d'accompagnement de l'entrepreneuriat, notamment les réseaux interorganisationnels, et à l'analyse plurielle des organisations.

Axe 4 : Innovations sociales et transformations dans le travail et l'emploi

Les membres de cet axe abordent **l'IS en lien avec l'évolution des politiques d'emploi et les conditions de réalisation du travail**. Ils analysent la qualité de l'emploi et du travail dans une perspective sociétale d'intégration socioprofessionnelle. 5 thèmes de recherche seront privilégiés :

- L'IS dans les relations industrielles et la gestion des ressources humaines ;
- Les conditions de travail et l'action syndicale : les stratégies émergentes ;
- Les mutations du marché du travail, la précarisation et les nouveaux statuts d'emploi ;
- Les nouvelles stratégies d'insertion et d'intégration en emploi ;
- La gestion des âges et des temps sociaux et la conciliation travail-famille.

Les chercheurs rattachés à cet axe chercheront à montrer que l'action collective et le dialogue social constituent des conditions pour la pérennisation des IS et pour la transformation des cadres institutionnels et organisationnels dans lesquels elles sont expérimentées. Au-delà des transformations des modes d'organisation, les préoccupations des chercheurs se tourneront vers les réponses collectives face à la précarisation du travail et aux mutations contemporaines de la

structure de l'emploi, l'action syndicale dans ses dimensions nationales et internationales, ainsi que vers les transformations des politiques publiques de l'emploi.

Les acquis des recherches et activités menées dans les quatre axes seront mutualisés et intégrés à travers des projets de nature interaxe concernant des problèmes communs, comme par exemple celui de la **pérennisation des IS**, des questions nouvelles qui mobiliseront **la base de données**, des réflexions épistémologiques et ontologiques concernant les **méthodes de production de la connaissance** au sujet de l'IS, ainsi que **l'effet différentiel de l'IS** en regard des époques, des secteurs et des territoires.

Tableau 1. Axes et thèmes de recherche des membres du CRISES

Axe 1 : Innovations sociales et transformations dans les politiques et les pratiques sociales	Axe 2 : Innovations sociales et transformations dans le territoire et les collectivités locales	Axe 3 : Innovations sociales et transformations par les entreprises collectives	Axe 4 : Innovations sociales et transformations dans le travail et l'emploi
1.1 Nouvelles pratiques démocratiques et sociales	2.1 Développement et revitalisation des communautés	3.1 Modèles de gouvernance et de gestion des entreprises sociales et collectives	4.1 L'IS dans les relations industrielles et la gestion des ressources humaines
1.2 Transfert des pratiques sociales et construction des politiques publiques	2.2 IS en milieux ruraux et forestiers	3.2 Financement solidaire et accompagnement de l'entrepreneuriat collectif	4.2 Conditions de travail et action syndicale: les stratégies émergentes
1.3 Santé, communauté et innovation sociale	2.3 L'action communautaire contre la pauvreté et l'exclusion	3.3 Évaluation de l'économie sociale	4.3 Mutations du marché du travail, précarisation et nouveaux statuts d'emploi
1.4 L'IS dans le logement social	2.4 Gouvernance, conflictualité et cohésion socio-territoriale	3.4 Modèles hybrides : partenariats publics-privés-économie sociale	4.4 Les nouvelles stratégies d'insertion et d'intégration en emploi
1.5 Risques sociaux, régulations sociales et innovations	2.5 Les nouvelles aspirations et la mouvance identitaire	3.5 Économie sociale et transformation sociale	4.5 La gestion des âges et des temps sociaux et la conciliation travail-famille

CONCLUSION

Pendant toutes ces années, l'équipe du CRISES (membres réguliers, membres associés, étudiants des cycles supérieures) a grandi et l'objet d'étude s'est élargi et complexifié, inscrivant l'analyse des IS dans une perspective plus vaste : celle de la transformation sociale. À nouveau, la société traverse aujourd'hui des changements majeurs, certains allant jusqu'à parler de « 4e révolution industrielle », changements qui affectent l'économie, la société, le territoire et qui posent de nouveaux défis en termes de production et de transfert des connaissances. Parallèlement, de nouvelles options émergent (Communs, « Buen vivir », Sociologie des émergences). Cibler ce qui se détruit et ce qui se construit rend encore plus urgent le fait de penser la transformation sociale à une échelle sociétale.

Tous ces éléments confortent la vision que le CRISES a des IS, lesquelles doivent être travaillées à l'aune de la transformation sociale, voire sociétale, et ce d'autant plus que le contexte sociétal lui-même se modifie et s'internationalise. Le CRISES travaillera à vérifier l'hypothèse qu'une société créative et innovatrice se doit d'inscrire l'innovation dans une vision large orientée vers la mise en œuvre d'un écosystème d'innovation favorisant toutes les initiatives qui améliorent la qualité de vie des citoyens aussi bien dans leur territoire d'appartenance et dans leur milieu de travail, que dans la société en général.

BIBLIOGRAPHIE

(**Références citées dans ce cahier**)

- **Amin, A. (2007). « Le soutien au local au Royaume-Uni : entre le recul politique et l'engagement solidaire », dans J.-L. Klein et D. Harrisson (dir.), *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 273-298.
- Andrew, C. et J.-L. Klein (2010). *Social Innovation: What is it and why is it important to understand it better*, Montréal, CRISES, Cahiers du CRISES n° ET1003.
- Bélanger, P.-R. et B. Lévesque (1991). « La "théorie" de la régulation, du rapport salarial au rapport de consommation. Un point de vue sociologique », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 17, p. 17-51.
- Bélanger, P.-R. et B. Lévesque (1992). « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans G. Daigle et G. Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 713-747.
- **Bellemare, G. et J.-L. Klein (2011) (dir.). *Innovation sociale et territoire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 213 p.
- **Bouchard, M. J. (2006). « De l'expérimentation à l'institutionnalisation positive, l'innovation sociale dans le logement communautaire au Québec », *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, numéro thématique sur l'Innovation sociale, vol. 77, n° 2, p. 139-165.
- Bouchard, M. J. (dir.) (2009). *Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal*, Montréal, CRÉ économie sociale et Chaire de recherche du Canada en économie sociale, 88 p.
- **Bouchard, M. J. et B. Lévesque (2011). *Économie sociale et innovation. L'approche de la régulation, au cœur de la construction québécoise de l'économie sociale*, Montréal, CRISES, Cahiers du CRISES n° ET1103.
- **Bouchard, M. J. (2013a). « Introduction: The Social Economy in Québec: A Laboratory of Social Innovation », dans M. Bouchard (dir.), *Innovation and the Social Economy*, Toronto, University of Toronto Press, p. 3-24.
- **Bouchard, M. J. (dir.) (2013b). *Innovation and the Social Economy*, Toronto, University of Toronto Press, 296 p.
- **Bouchard, M. J., C. Trudelle, L. Briand, J.-L. Klein, B. Lévesque, D. Longtin, M. Pelletier (2013). « Exploring the conceptual universe of social innovation: A relational database for a better understanding of its effects on social transformation », dans *International Social Innovation Research Conference "Social Frontiers, the Next Edge of Social Innovation Research"*, Londres, Glasgow Caledonian University.

- Bourdieu, P. (2001). *Contre-feux 2. Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 114 p.
- **Braczyk, H. J., P. Cooke et M. Heidenreich (dir.) (1998). *Regional Innovation Systems*, Londres, UCL Press, 499 p.
- **Cajaiba-Santana, G. (2013 [sous presse]). « Social innovation: Moving the field forward, A conceptual framework », *Technological Forecasting & Social Change*.
- **Callon, M. (2004). « The role of hybrid communities and socio-technical arrangements in the participatory design », *Journal of the Center for Information Studies*, vol. 5, n° 3, p. 3-10, <http://www.yc.tcu.ac.jp/~cisj/05/5_01.pdf>, consulté le 20 juillet 2013.
- **Callon, M. (2006). « Sociologie de l'acteur-réseau », dans M. Akrich, M. Callon et B. Latour (dir.), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines, p. 267-276.
- **Callon, M. (2007). « L'innovation sociale. Quand l'économie devient politique », dans J.-L. Klein et D. Harrisson (dir.), *L'innovation sociale. Émergence et effet sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 17-42.
- **Castel, R. (2008). « La citoyenneté sociale menacée », *Cités*, n° 35, p. 133-141.
- **Caulier-Grice, J., Mulgan, G. et D. Vale (2008). *Discovery Argument and Action: How Civil Society Responds to Changing Needs*, Londres, Young Foundation, 31 p., <<http://youngfoundation.org/publications/discovery-argument-action-how-civil-society-responds-to-changing-needs/>>, consulté le 17 octobre 2013.
- **Caulier-Grice, J., L. Kahn, G. Mulgan, L. Pulford et D. Vasconcelos (2010). *Study on Social Innovation*, Londres, Young Foundation and Social Innovation eXchange (SIX), Bureau of European Policy Advisors, 127 p., <<http://youngfoundation.org/publications/study-on-social-innovation-for-the-bureau-of-european-policy-advisors/>>, consulté le 17 octobre 2013.
- **Chambon, J.-L., A. David et J.-M. Devereux (1982). *Les innovations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p.
- **D'Amours, M. (2013). « Les innovations en matière de représentation collective en contexte de diversification des statuts d'emploi », dans J.-L. Klein et M. Roy (dir.) *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 101-120.
- **Defourny, J. et M. Nyssens (2013). « Social innovation, social economy, social enterprise: what can the european debate tell us? », dans F. Moulaert, D. Maccallum, A. Mehmood et A. Hamdouch (dir.), *The International Handbook on Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgard, p. 40-52.
- **Deloitte et Innobasque (2010). *Definición de la estrategia de investigación en innovación social del País Vasco. Análisis Benchmarking de Centros de Innovación Social*. Bilbao, Deloitte-Innobasque, 109 p., <<https://www.innobasque.com>>, consulté le 17 octobre 2013.
- **Enjolras, B. (dir.) (2008). *Gouvernance et intérêt général dans les services sociaux et de santé*, Bruxelles, Peter Lang, 265 p.

- **Fine, B. (2003). « Social Capital: The World Bank's Fungible Friend », *Journal of Agrarian Change*, vol. 3, n° 4, p. 586-603.
- Fontan, J.-M., J.-L. Klein et D.-G. Tremblay (2004). « Innovation et société : pour élargir l'analyse des effets territoriaux de l'innovation », *Géographie, Économie, Société*, vol. 6, n° 2, p. 115-128.
- **Fontan, J.-M., J.-L. Klein et D.-G. Tremblay (2008). « Social Innovation at the Territorial Level: from Path Dependency to Path Building », dans P. Drewe, J.-L. Klein et E. Hulsbergen (dir.), *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization*, Amsterdam, Techne Press, p. 17-27.
- **Fontan J.-M. (2011). « Développement territorial et innovation sociale », dans G. Bellemare et J.-L. Klein (dir.), *Innovation sociale et territoire*, Québec, Presses Université du Québec, p. 17-42.
- **Godin, B. (2012). « Social Innovation: Utopias of Innovation from c.1830 to the Present », Montréal, Project on the Intellectual History of Innovation, Document de travail n° 11, 52 p., <http://www.csiic.ca/PDF/SocialInnovation_2012.pdf>, consulté le 17 octobre 2013.
- **Goldenberg, M., W. Kamoji, L. Orton et M. Williamson (2009). *Social Innovation in Canada: An Update*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks, 68 p., <www.cprn.org/documents/51684_EN.pdf>, consulté le 17 octobre 2013.
- **Hanin, F. (2013). « Intégration économique, mondialisation et conflictualité sociale : défis et perspectives de l'amélioration des conditions de travail dans le cas des centres commerciaux », dans J.-L. Klein et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 121-138.
- **Harrison, D. (2008). « Social Innovation: an Institutionalized Process », dans P. Drewe, J.-L. Klein et E. Hulsbergen (dir.), *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization*, Amsterdam, Techne Press, p. 51-62.
- **Harrison, D., J.-L. Klein et P. Leduc Browne (2010). « Chapter 9: Social Innovation, Social enterprise and Services », dans F. Gallouj and F. Djellal (dir.) *The Handbook of Innovation and Services: a multi-disciplinary perspective*, Cheltenham (UK), Northampton (MA), Edward Elgar, p. 197-218.
- **Harrison, D. (2012). « Social Innovation: What Is Coming Apart and What Is Being Rebuilt? », dans H.-W. Franz, J. Hochgerner et J. Howaldt (dir.), *Challenge Social Innovation Potentials for Business, Social Entrepreneurship, Welfare and Civil Society*, Berlin et New York, Springer, p. 73-86.
- Harrison D., N. Chaari et M. Comeau-Vallée (2012). « Intersectoral Alliance and Social Innovation: when corporations meet civil society », *Annals of Public and Cooperative Economics*, vol. 83, n° 1, p. 1-24.
- Harvey, D. (1989). « From managerialism to entrepreneurialism: the transformation of urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*, vol. 71, n° 1, p. 3-17.
- Hernandez, S., C. Trudelle et S. Koci (2013). « Les grands projets urbains à Montréal : que nous révèle l'activité conflictuelle? », dans J.-L. Klein et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 291-308.

- **Hollingsworth, J. R. (2000). « Doing Institutional Analysis: Implications for the study of innovations », *Review of Institutional Political Economy*, vol. 7, n° 4, p. 595-644.
- **Howaldt, J. et M. Schwarz (2010). *Social Innovation: Concepts, research fields and international Trends*, Dortmund, Sozialforschungsstelle Dortmund, 83 p., <http://www.sfs-dortmund.de/odb/Repository/Publication/Doc%5C1289%5CIMO_Trendstudie_Howaldt_Schwarz_englische_Version.pdf>, consulté le 17 octobre 2013.
- **Jessop, B., F. Moulaert, L. Hulgard et A. Hamdouch (2013). « Social innovation research : a new stage in innovation analysis? », dans F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch (dir.), *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, p. 110-130.
- **Jetté C. et Y. Vaillancourt (2011). « Social Economy and Home Care Services in Quebec: Co-Production or Co-Construction? », *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 22, n° 1, p. 48-69.
- Klein, J.-L. et D. Harrisson (dir.) (2007). *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 482 p.
- **Klein, J.-L., J.-M. Fontan et D.-G. Tremblay (2009). « Social Entrepreneurs, Local Initiatives and Social Economy: Foundations for a Socially Innovative Strategy to Fight against Poverty and Exclusion », *Canadian Journal of Regional Research / Revue canadienne de science régionale*, vol. 32, n° 1, p. 23-42.
- Klein, J.-L. (2011). « Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation. Le développement par l'initiative locale », dans G. Bellemare et J.-L. Klein (dir.), *Innovation sociale et territoire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 175-194.
- **Klein, J.-L. (2012). « L'économie sociale et solidaire et la lutte contre la pauvreté en milieu local : le cas du Québec », *RECMA Revue internationale de l'économie sociale*, n° 325, p. 65-77.
- **Klein, J.-L., J.-M. Fontan, D. Harrisson, et B. Lévesque (2013). « The Quebec Model: a Social Innovation System Founded on Cooperation and Consensus Building », dans F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch (dir.), *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, p. 371-383.
- **Klein, J.-L., J.-L. Laville et F. Moulaert (dir.) (2014). *L'innovation sociale*. Toulouse, Érès, 220 p.
- **Klein, J.-L. et M. Roy (2013) (dir.). *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 395 p.
- **Laville, J.-L. (2007). « Éléments pour l'analyse du changement social démocratique », dans J.-L. Klein et D. Harrisson (dir.), *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 89-120.
- **Laville, J. L. (2008). *Le travail. Une nouvelle question politique*, Paris, Desclée de Brouwer, 233 p.
- **Lavoie F., M. Pozzebon et L. Gonzalez (2011). « Challenges for Inclusive Finance Expansion: the Case of CrediAmigo, a Brazilian MFI », *Management International*, vol. 15, n° 3, p. 57-69.

- **Leduc Browne P (2011). « Disposable Time, Freedom and Care », *Science & Society*, vol. 75, no 3, p. 297-324
- Lévesque, B. (2001). *Le modèle québécois : un horizon théorique pour la recherche, une porte d'entrée pour un projet de société ?*, Montréal, Cahiers du CRISES, n° ET0105, <<http://www.crisis.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/ET0105.pdf>>, consulté le 18 octobre 2013.
- **Lévesque, B. (2008). « Contribution de la nouvelle sociologie économique à l'analyse des territoires sous l'angle de l'économie plurielle », dans G. Massicotte (dir.) *Sciences du territoire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 205-232.
- Lévesque, B. et M. Petitclerc (2008). « L'économie sociale au Québec à travers les crises structurelles et les grandes transformations, 1850-2008 », *Économie et solidarités*, vol. 39, n° 2, p. 14-37.
- **Lévesque, B. (2011). « Un monde qui se défait, un monde à reconstruire », *L'Action nationale*, vol. 101, n° 9-10, p. 157-184.
- **Lévesque, B. (2012). « Crise et innovation sociale », *La Revue Nouvelle*, Mai-juin 2012, p. 38-48.
- **Lévesque, B. (2013). « Social innovation in governance and public management: toward a new paradigm? », dans F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch, (dir.), *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, p. 25-39.
- **Lipietz, A. (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, éditions La Découverte, 185 p.
- Lorenz, E. H. et B. A. Lundvall (2006). *How Europe's economies learn: coordinating competing models*, New York, Oxford University Press, 451 p.
- **Lundvall, B.-A. (dir) (1992). *National System of Innovation. Toward a Theory of Innovation and Interactive Learning*, Londres et New York, Pinter Publishers, 317 p.
- MacCallum, D., F. Moulaert, J. Hillier and S. Vicari Haddock (2008). *Social Innovation and Territorial Development*, Farnham, Ashgate.
- **Manoury, L. (2001). « L'opportunité d'un nouveau type de société à vocation sociale : la société coopérative d'intérêt collectif », *RECMA*, n° 281, p. 108-134.
- **Mendell, M. (2006). « Karl Polanyi et le processus institué de démocratisation économique », *Revue Interventions économiques [en ligne]*, n° 33, <<http://interventionseconomiques.revues.org/744>>, consulté le 18 octobre 2013.
- **Mendell, M. et R. Nogales (2012). « Solidarity Finance », *Universitas Forum. International Journal on Human Development and International Cooperation [en ligne]*, vol. 3, n° 2, <<http://universitasforum.org/index.php/ojs/article/view/111/385>>, consulté le 21 octobre 2013.
- Moulaert, F. et J. Nussbaumer (2008). *La logique sociale du développement territorial*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 153 p.

- Moulaert, F. (2013). « La région sociale dans un monde globalisant », dans J.-L. Klein et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 377-390.
- **Moulaert, F., D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch (dir.) (2013). *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, 528 p.
- **Mulgan, G. (2006). « The Process of Social Innovation », *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, vol. 1, no 2, p. 145-162.
- **Mulgan, G., J. Caulier-Grice et R. Murray (2009). *How to innovate: The tools for Social Innovation*, Londres, NESTA et Young Foundation, 41 p, <<http://youngfoundation.org/publications/how-to-innovate-the-tools-for-social-innovation/>>, consulté le 18 octobre 2013.
- **Nelson, R.R. (1993). *National Innovation Systems. A Comparative Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 541 p.
- **Nelson R. et S. Winter (2002). « Evolutionary theorizing in economics », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 16, n° 2, p. 23-46.
- **Novy, A. (2013). « Preliminary reflexions on an eco-social civilization model for the 21st century », dans J.-L. Klein et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 311-324.
- ***Observar 28: Informe de Coyuntura Social* (2013). « Innovación y negocios: un mundo de oportunidades para las mayorías », n° spécial juin, 63 p. <<http://www.comfama.com/contenidos/bdd/44878/RevistaObservar28Espanol.pdf>>, consulté le 18 octobre 2013.
- **Oosterlynck, S et al. (2013). *The butterfly and the elephant: local social innovation, the welfare state and new poverty dynamics*, Anvers, ImPROvE, document de travail, 50 p., <http://improve-research.eu/?page_id=37>, consulté le 18 octobre 2013.
- Patsias C, A. Latendresse et L. Bherer (2013). « Participatory Democracy, Decentralization and local Governance: the Montreal Participatory Budget and the "Empowerment Participatory Governance" », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, no 6, p. 2214-2230.
- **Peck, J. (2013). « Social Innovation... at the Limits of Neoliberalism », dans J.-L. Klein et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 11-30.
- **Perez, C. (2009). *Technological revolutions and techno-economic paradigms*, Tallinn et Norvège, Tallinn University of Technology et The Other Canon Foundation, document de travail sur la technologie, la gouvernance et les dynamiques économiques, n° 20,15 p., <<http://carlotaperez.org/papers/PerezTRsTEPsTUTWP20.pdf>>, consulté le 18 octobre 2013.

- **Richez-Battesti, N., F. Petrella et D. Vallade (dir.) (2012). « L'innovation sociale. Acteurs et Système », *Innovations, Cahiers d'Économie de l'Innovation*, n° 38, 228 p., <http://www.cairn.info/revue-innovations-2012-2.htm>, consulté le 18 octobre 2013.
- **Schumpeter, J. A. (1912 [v. allemande, 1911]). *The Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest and the Business Cycle*, Londres, Oxford University Press.
- **Sen, A. (1987). *Commodities and capabilities*, Londres, Oxford University Press, 89 p.
- **Servet, J.-M. (2010). *Le grand renversement, de la crise au nouveau solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer, 264 p.
- **Soussi, S. A. (2013). « Le syndicalisme international face aux mutations du travail : les limites de la régulation sociale privée », dans Klein, J.-L. et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation : le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 45-64.
- **Swyngedouw, E. (2009). « The Antinomies of the Post-Political City - In search of a Democratic Politics of Environmental Production », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 3, p. 601-620.
- **Van Dyck, B. et P. Van den Broeck (2013). « Social innovation: a territorial process », dans F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch (dir.) (2013), *International Handbook of Social Innovation: Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, p. 131-141.
- **Vaillancourt, Y. (2013). « The Co-construction of Public Policy » dans M. J. Bouchard (dir.), *Innovation and the Social Economy*, Toronto, University of Toronto Press, p. 127-157
- Wolfe, D. (2010). *21st century cities in Canada: the geography of innovation*, Ottawa, The conference board of Canada, 222 p.